



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**GROUPEMENT POUR L'EPANOUISSEMENT DES ADULTES
ET JEUNES HANDICAPES DE LA MARNE**

Association

Exercice clos le 31 décembre 2024

19-23, rue Alphonse Daudet

51100 REIMS

SIREN : 301 711 867

AUDIMIS GRAND EST

**PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST**

**GROUPEMENT
POUR
L'EPANOUISSEMENT
DES ADULTES ET
JEUNES
HANDICAPES DE LA
MARNE**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**GROUPEMENT POUR L'EPANOUISSEMENT DES ADULTES
ET JEUNES HANDICAPES DE LA MARNE**

SIEGE SOCIAL : 19-23, RUE ALPHONSE DAUDET

51100 REIMS

SIREN : 301 711 867

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

À l'assemblée générale de votre GROUPEMENT POUR L'EPANOUISSEMENT DES ADULTES ET
JEUNES HANDICAPES DU DEPARTEMENT DE LA MARNE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GROUPEMENT POUR L'EPANOUISSEMENT DES ADULTES ET JEUNES HANDICAPES DU DEPARTEMENT DE LA MARNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

**GROUPEMENT
POUR
L'EPANOUISSEMENT
DES ADULTES ET
JEUNES
HANDICAPES DE LA
MARNE**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

**GROUPEMENT
POUR
L'EPANOUISSEMENT
DES ADULTES ET
JEUNES
HANDICAPES DE LA
MARNE**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024


peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Champigny, le 10 juin 2025

Pour la S.A.S. AUDIMIS GRAND EST
Commissaire aux Comptes



Nicolas CHOQUENET
Associé signataire

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

GPEAJH - BILAN CONSOLIDE 2024 - ACTIF

	INTITULE	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
		BRUT	AMORT. & PROV.	NET	
A C T I F	<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>				
	- Autres	18 950,00	13 080,82	5 869,18	0,00
	<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>				
	- Terrain	37 871,34	2 471,80	35 399,54	35 399,54
	- Constructions	3 818 932,21	2 529 882,57	1 289 049,64	1 354 159,18
	- Agencement des bâtiments (Travaux)	1 994 995,39	1 708 522,76	286 472,63	344 914,24
	- Instal. techniques, matériel et outillage	746 110,97	655 601,83	90 509,14	64 220,43
	- Autres	1 655 432,88	1 114 541,81	540 891,07	576 568,52
	- Immobilisations Taxe d'Apprentissage	309 514,12	309 514,17	-0,05	-0,05
	- Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Avances et acomptes				
	<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>	36 121,98		36 121,98	31 121,98
	TOTAL I	8 617 928,89	6 333 615,76	2 284 313,13	2 406 383,84
	<u>STOCKS & EN-COURS</u>				
	- Matières premières et fournitures				
	- Autres approvisionnement				
	- Avances et acomptes versés sur commandes				
	<u>CREANCES</u>				
	- Créances redevables et comptes rattachés	226 067,14		226 067,14	261 876,94
	- Autres créances	385 267,63		385 267,63	603 804,41
	- Valeurs mobilières de placement	100 000,00		100 000,00	100 000,00
	- Disponibilités	2 559 269,98		2 559 269,98	2 391 584,73
	- Comptes de liaison interne	786 865,66		786 865,66	610 179,30
	- Produits à recevoir	47 533,88		47 533,88	13 527,19
	TOTAL II	4 105 004,29	0,00	4 105 004,29	3 980 972,57
	- Charges à répartir sur plusieurs exercices	13 759,90		13 759,90	15 253,27
	- Primes de remboursement des obligations				
	- Ecart de conversion actif				
	TOTAL III	13 759,90	0,00	13 759,90	15 253,27
	TOTAL GENERAL	12 736 693,08	6 333 615,76	6 403 077,32	6 402 609,68

GPEAJH - BILAN CONSOLIDE 2024 - PASSIF

	INTITULE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	- Fonds associatif sans droit de reprise	10 987,51	10 987,51
	RESERVES		
	- Excédents affectés à l'investissement	1 767 692,09	1 740 411,29
F	- Réserve de trésorerie	635 219,11	635 219,11
O	- Réserve compensation des déficits	120 084,82	120 084,82
N	- Réserve compensation charge amortissement	91 056,69	91 056,69
D	- Autres réserves	70 712,03	175 464,72
S	- Report à nouveau	586 102,61	586 102,61
	- Résultat en attente affectation	73 193,04	17 745,91
P	- Excédents affectés à l'exploitation	329 843,72	329 843,72
R	- Dépenses innopposables aux financeurs	-144 957,74	-144 957,74
O	- Amortissements comptable différés	-80 763,03	-80 763,03
P	- Dépenses pour congés payés	-42 362,06	-36 196,45
R	- Résultat de l'exercice	61 823,56	-28 190,37
E	- Subventions d'investissement	343 596,24	385 498,90
S			
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	- Provision réglementées	6 021,35	9 127,00
	- Différence sur réalisation d'élément d'actif	656 629,62	656 674,62
	TOTAL I	4 484 879,56	4 468 109,31
P	Provision pour risques et charges	0,00	0,00
R	Fonds dédiés	25 492,55	92 850,63
O			
	TOTAL II	25 492,55	92 850,63
	EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES		
D	- Emprunts auprès des établissements de crédits	159 065,21	200 036,00
E	- Autres		
T	- Compte de liaison interne	786 865,66	610 179,30
T	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 418,03	79 135,79
E	- Dettes fiscales et sociales	778 831,07	856 016,89
S	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00	0,00
	- Autres dettes	80 525,24	96 281,76
	TOTAL III	1 892 705,21	1 841 649,74
	- Produits constatés d'avance	0,00	0,00
	TOTAL IV	0,00	0,00
	EXCEDENT A RECYCLER	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	6 403 077,32	6 402 609,68

GPEAJH - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2024

CHARGES	2024	2023
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>		
- Achat non stockés de matières et fournitures	393 883,31	398 382,44
- Service extérieurs et autres	719 031,82	577 776,03
- Impôt, taxes et versements assimilés		
<i>sur rémunérations</i>	250 143,61	205 492,52
<i>autres</i>	35 804,52	35 621,48
- Charges de personnel		
<i>salaires et traitement</i>	2 636 893,69	2 624 975,74
<i>charges sociales</i>	1 174 753,11	1 037 825,75
- Dotations aux amortissements et provisions	331 103,02	410 473,23
- Autres charges	5 361,25	12 708,90
TOTAL I	5 546 974,33	5 303 256,09
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
- Interêts et charges assimilées	2 802,79	3 631,16
TOTAL II	2 802,79	3 631,16
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
- Sur opérations de gestion	475,00	20 136,98
- Dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-
TOTAL III	475,00	20 136,98
TOTAL DES CHARGES	5 550 252,12	5 327 024,23
EXCEDENT	217 515,19	92 463,32
TOTAL GENERAL	5 767 767,31	5 419 487,55

GPEAJH - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2024

PRODUITS	2024	2023
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>		
- Production vendue	521 088,30	502 294,64
prestations de services	53 972,87	55 949,93
divers		
- Dotations et produits de tarification	4 843 946,97	4 586 233,03
- Subventions d'exploitations et participations	19 471,10	5 107,04
- Reprises sur amortissement, dépréciations et prov.	-	-
- Report des ressources non utilisées	82 485,81	7 544,14
- Transferts de charges	9 031,05	3 884,22
- Autres produits	20 990,83	15 122,15
TOTAL I	5 550 986,93	5 176 135,15
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
- Revenus des valeurs mobilières de placement	11 405,78	11 641,93
TOTAL II	11 405,78	11 641,93
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
- sur opérations de gestion	4 674,66	-
- Produits des cessions d'éléments d'actifs	-	41 700,00
- Quote parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	41 902,66	55 050,78
- Reprises sur amortissement, dépréciations et prov.	3 105,65	14 306,00
TOTAL III	49 682,97	111 056,78
TOTAL DES PRODUITS	5 612 075,68	5 298 833,86
DEFICIT	155 691,63	120 653,69
TOTAL GENERAL	5 767 767,31	5 419 487,55

APAJH Marne - GPEAJH
19/23 rue Alphonse Daudet
BP 2187
51081 REIMS CEDEX

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT Au 31/12/2024

Au bilan, avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31/12/2024, le total est de **6 403 077,32 euros** et le compte de résultat de l'exercice dégage **un excédent de 61 823,56 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

PRESENTATION DE L'ENTITÉ :

- *Description de l'objet social de l'entité*

Conformément à l'article 2 de ses statuts en vigueur, l'objet social de l'APAJH Marne - GPEAJH est décrit comme suit :

1. La mise en œuvre de toute action destinée à favoriser l'épanouissement des personnes en situation de handicap et à assurer leur intégration dans les différents domaines de la vie.
2. D'agir auprès des pouvoirs publics pour qu'ils assurent aux personnes en situation de handicap et à leurs familles l'aide morale et matérielle qui leur est due, pour qu'ils mettent en place les structures et les services permettant leur plein épanouissement par l'éducation, la culture, l'organisation des sports, des loisirs et des vacances, les soins propres à leur état et leur insertion dans le monde du travail.
3. D'assurer la représentation et l'intervention au nom des personnes en situation de handicap auprès des instances départementales et régionales, ainsi que des partenaires sociaux :
 - des personnes en situation de handicap,
 - des parents, des familles et des tuteurs des personnes en situation de handicap qu'elle regroupe, sans distinction d'âge, de sexe, de religion ou de nationalité.
4. La représentation de l'association départementale ou technique auprès des partenaires sociaux et pouvoirs publics locaux
5. La création et la gestion de services et établissements au bénéfice des personnes en situation de handicap destinés à les accueillir et/ou à les accompagner en mettant en place :
 - les équipements nécessaires pour compléter les équipements publics existants,
 - des formules nouvelles d'éducation, de formation et d'intégration sociale et professionnelle, des activités culturelles,
 - des centres de loisirs et de vacances, des aides en direction de leurs familles.
6. D'entretenir entre les intéressés l'esprit d'entraide et de solidarité.
7. D'assurer, au besoin, le suivi effectif des personnes en situation de handicap après la disparition de leur famille.

- *Description de la nature et du périmètre des activités*

L'APAJH Marne - GPEAJH a statutairement compétence pour agir sur le périmètre géographique du département de la Marne, en tant qu'Association Départementale adhérente à la Fédération APAJH sur le plan national.

En tant qu'organisme dépositaire des autorisations administratives afférentes, l'APAJH Marne - GPEAJH assure la gestion contrôlée des établissements et services médico-sociaux suivants :

- l'IME du GPEAJH, implanté au 3 Rue de la Vierge + Annexe implantée au 3 Rue de la Porte à Villers-Franqueux (51220) : autorisation et financement de 70 places + 14 places en internat de semaine pour l'accueil et l'accompagnement d'enfants, d'adolescent et d'adultes reconnus en situation de handicap intellectuel avec ou sans troubles associés

- l'ESAT du GPEAJH, implanté au 8 Avenue des Coïdes à Saint Brice Courcelles (51370) : autorisation et financement de 58 places pour l'accueil et l'accompagnement d'adultes reconnus en situation de handicap intellectuel avec ou sans troubles associés

- le SESSAD du GPEAJH, implanté au 24 Rue Philippe à Reims (51100) : autorisation et financement de 30 places pour l'accompagnement ambulatoire d'enfants, d'adolescent et d'adultes reconnus en situation de handicap intellectuel avec ou sans troubles associés

- le SAVS du GPEAJH, implanté au 66a Rue Clovis à Reims (51100) : autorisation et financement de 25 places pour l'accompagnement ambulatoire d'adultes reconnus en situation de handicap intellectuel avec ou sans troubles associés

- le PÔLE TECHNIQUE du GPEAJH, implanté au 12 Avenue des Coïdes à Saint Brice Courcelles (51370) : gestion et pilotage des fonctions supports des autres établissements et services gérés par l'Association, dans les domaines des Ressources Humaines, de la gestion comptable et budgétaire, et de la communication interne & externe

Le Siège de l'Association est implanté au 19 Rue Alphonse Daudet à Reims (51100) : il rassemble les instances associatives élues (Conseil d'Administration et Bureau) pour déterminer les orientations politiques de l'Association, et superviser la mise en œuvre technique de la gestion des établissements et services en coordination avec les fonctions de direction.

- *Description des moyens mis en œuvre*

Conformément à l'article 3 de ses statuts en vigueur, les moyens mis en œuvre par l'APAJH Marne - GPEAJH se décrivent comme suit :

1. L'information générale : bulletins, publications, presse, affiches et plus généralement tous supports de communication visuels, audiovisuels, multi médias.

2. L'organisation de journées d'études, rassemblements, fêtes et manifestations, concours, conférences, expositions etc...

3. La représentation auprès des pouvoirs publics :

- des personnes en situation de handicap,
- des parents, des familles, des tuteurs de ces personnes en situation de handicap qu'elle regroupe.

4. Les interventions en leur nom auprès des partenaires sociaux qui traitent des problèmes de handicap.

5. l'acquisition de tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires à son fonctionnement.

6. la gestion de services et d'établissements destinés à la personne en situation de handicap, dans les conditions fixées en assemblée générale.

7. la création et le développement de structures économiques propres à intégrer les personnes en situation de handicap en milieu de travail protégé ou ordinaire.

METHODE GENERALE :

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières du règlement non lucratif.

➤ Changement de réglementation :

Il n'y a pas eu de changement de réglementation sur l'exercice.

➤ Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice.

➤ Méthode d'évaluation :

Les conventions générales et les adaptations professionnelles sont appliquées. Il n'y a pas eu de changement sur l'exercice dans les méthodes d'évaluation.

Faits caractéristiques :

Le bilan et le compte de résultat de l'APAJH Marne - GPEAJH intègrent :

- l'Association de l'APAJH Marne – GPEAJH
- Le Siège / Pôle Technique du GPEAJH
- l'IME du GPEAJH
- l'ESAT du GPEAJH
- le SESSAD du GPEAJH
- le SAVS du GPEAJH

Immobilisations :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production en respectant la nouvelle définition en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005.

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens.

Depuis les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, l'amortissement d'un actif est la répartition systématique de sa valeur amortissable en fonction de son utilisation. De plus, sauf si la décomposition d'un actif n'est pas possible ou non significative, certains éléments d'immobilisations corporelles doivent être comptabilisés et amortis séparément : il s'agit de l'amortissement par composant.

Au cas présent, ces règles s'appliquent au poste « construction », celles-ci sont ventilées entre structure (composant principal) et composants. La décomposition d'une immobilisation en composant a pour effet d'établir un plan d'amortissement séparé pour chaque composant.

Les immobilisations sont amorties selon les durées suivantes :

- Bâtiments : 10 à 40 ans
- Aménagement des constructions : 5 à 30 ans
- Matériels et mobilier de cuisine : 3 à 10 ans
- Matériel et mobilier éducatif : 5 à 10 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 à 8 ans

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION :

Il n'y a pas eu de changement sur l'exercice dans les méthodes de présentation.

**CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT DE COMPARER D'UN EXERCICE A L'AUTRE
CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET LE CAS ECHEANT
LES MOYENS QUI PERMETTENT D'EN ASSURER LA COMPARAISON :**

Néant.

CREANCES ET DETTES CLASSEES SELON LA DUREE RESTANT A COURIR :

Voir tableau annexes.

**MONTANT DE REMUNERATIONS allouées au titre de l'exercice aux membres des organes
d'administration, de direction et d'éducation à raison de leurs fonctions**

(Informations fournies de façon globale pour chaque catégorie)

L'information n'est pas fournie car elle serait de nature à donner une rémunération individuelle.

MONTANT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN :

- Intérêts à échoir sur emprunt : 4 602.31 €
- Engagement retraite brut non chargé : 132 937.51 €

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

Annexe

IMMOBILISATION AMORTISSABLES	Amortissements en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amortissements en fin d'exercice
Immo. Incorporelles	12 320,00	760,82		13 080,82
Terrain	2 471,80			2 471,80
Construction	2 464 773,03	65 109,54		2 529 882,57
Agencement des bâtiments	1 650 081,15	58 441,61		1 708 522,76
Installation technique, mat. Et outillage	618 617,81	37 151,01		655 768,82
Autres	971 355,38	154 512,31	11 492,87	1 114 374,82
Immobilisation Taxe Apprentissage	309 514,17			309 514,17
TOTAL	6 029 133,34	315 975,29	11 492,87	6 333 615,76

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATION	Valeur en début d'exercice	Acquisition de l'exercice	Cession de l'exercice	Valeur en fin d'exercice
Immobilisation incorporelles	12 320,00	6 630,00		18 950,00
Terrain	37 871,34			37 871,34
Construction	3 818 932,21			3 818 932,21
Agencement des bâtiments	1 994 995,39			1 994 995,39
Installation technique, mat. Et outillage	682 838,24	69 093,72		751 931,96
Autres	1 547 923,90	113 180,86	11 492,87	1 649 611,89
Immobilisation Taxe Apprentissage	309 514,12			309 514,12
Immobilisation corporelle en cours	-			-
Immobilisations financières	31 121,98	5 000,00		36 121,98
TOTAL	8 435 517,18	193 904,58	11 492,87	8 617 928,89

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

	Montant en cours	Échéance	
		moins d'un an	plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	159 065,21	41 822,26	117 242,95
Sous total dettes financières	159 065,21	41 822,26	117 242,95
Dettes fournisseurs et compte rattachés	87 418,03	87 418,03	
Dettes fiscales et sociales	778 831,07	778 831,07	
Autres dettes	80 525,24	80 525,24	
Sous total autres dettes	946 774,34	946 774,34	-
TOTAL	1 105 839,55	988 596,60	117 242,95

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	10 987,51				10 987,51
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	2 762 236,63	- 104 752,69	27 280,80		2 684 764,74
Report à nouveau	586 102,61				586 102,61
Excédent ou déficit de l'exercice	- 28 190,37	28 190,37	217 515,19	155 691,63	61 823,56
Résultat sous contrôle des tiers	85 672,41	76 562,32		27 280,80	134 953,93
Situation nette	3 416 808,79	-	244 795,99	182 972,43	3 478 632,35
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	385 498,90			41 902,66	343 596,24
Provisions réglementées	665 801,62			3 150,65	662 650,97
Total	4 468 109,31	-	244 796,0	228 025,7	4 484 879,56

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

	Montant en cours	Échéance	
		moins d'un an	plus d'un an
Valeur mobilières de placement	100 000,00	100 000,00	
Disponibilités	2 559 269,98	2 559 269,98	
Sous total trésorerie	2 659 269,98	2 659 269,98	-
Créances redevables et comptes rattachés	226 067,14	226 067,14	
Autres créances	385 267,63	385 267,63	
Charges constatées d'avance	13 759,90	13 759,90	
Produits à recevoir	47 533,88	47 533,88	
Sous total créances	672 628,55	672 628,55	-
TOTAL	3 331 898,53	3 331 898,53	-

Informations relatives aux fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (SAVS)	10 490,00		9 577,18			912,82	
Subventions d'investissement (SAVS)	9 452,00					9 452,00	
Subventions d'exploitation (IME)	72 908,63	15 127,73	72 908,63			15 127,73	
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL	92 850,63	15 127,73	82 485,81	0,00	0,00	25 492,55	0,00

(1) les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet



RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

**GROUPEMENT POUR L'ÉPANOUISSEMENT DES ADULTES
ET JEUNES HANDICAPES DE LA MARNE**

Association

Exercice clos le 31 décembre 2024

19-23, rue Alphonse Daudet

51100 REIMS

SIREN : 301 711 867

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

**GROUPEMENT
POUR
L'EPANOUISSEMENT
DES ADULTES ET
JEUNES
HANDICAPES DE LA
MARNE**

Rapport spécial du
Commissaire aux
comptes sur les
conventions
réglementées

Exercice clos
le 31 décembre 2024

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

**GROUPEMENT POUR L'EPANOUISSEMENT DES ADULTES
ET JEUNES HANDICAPES DE LA MARNE**

SIÈGE SOCIAL : 19-23, RUE ALPHONSE DAUDET

51100 REIMS

SIREN : 301 711 867

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

À l'assemblée générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article L. 313-25 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application des dispositions de l'article L. 313-25 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

**GROUPEMENT
POUR
L'EPANOUISSEMENT
DES ADULTES ET
JEUNES
HANDICAPES DE LA
MARNE**

Rapport spécial du
Commissaire aux
comptes sur les
conventions
réglementées

Exercice clos
le 31 décembre 2024

Rémunération des cadres dirigeants et directeurs d'établissements sanitaires et médico-sociaux

Le directeur général de votre association a perçu une rémunération brute de 49 114 € au titre de l'exercice 2024.

Le directeur du pôle adulte a perçu une rémunération brute de 56 130 €, incluant les indemnités de départ à la retraite du directeur sortant, au titre de l'exercice 2024.

La direction du pôle enfance a perçu une rémunération brute de 38 346 € au titre de l'exercice 2024.

La rémunération de la direction représente 6% de la masse salariale figurant sur la déclaration annuelle des salaires.

Fait à Champigny, le 10 juin 2025

Pour la S.A.S. AUDIMIS GRAND EST
Commissaire aux Comptes

Nicolas CHOQUENET
Associé signataire

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST